

commerciale de l'ordre de celle que nous avons connue lorsque nous avons pu exporter des céréales en Chine et en Union soviétique. Jamais les deux types de marché n'ont été si ouverts l'un à l'autre, mais il nous faudra encore du temps avant de pouvoir vendre nos autres produits avec autant de succès sur les marchés de la Chine et de l'Union soviétique. Ces deux pays éprouveront d'ailleurs les mêmes difficultés sur le marché canadien. Quels que soient les succès obtenus par les gouvernements relativement à l'élargissement du commerce, il reste que ces énormes marchés (particulièrement celui de la Chine) demeureront relativement pauvres. Nous accueillerons avec plaisir, pour elle-même, la possibilité d'élargir notre commerce avec ces pays, car nous y voyons un moyen d'améliorer les relations entre l'Est et l'Ouest. Ces améliorations à elles seules récompenseront les efforts visant à transformer nos relations. Nous ne croyons pas, toutefois, qu'elles aient une influence considérable sur notre balance commerciale globale dans un proche avenir.

Il est évident que les relations commerciales les plus importantes pour le Canada se feront, à l'avenir comme par le passé, avec les pays industrialisés de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord et avec le Japon.

Pour un pays qui désire diversifier ses marchés, la nouvelle Europe née de l'élargissement des cadres de la CEE offre des perspectives considérables. Les dix pays qui composent le Marché commun élargi constituent la plus grande unité commerciale du monde. Leurs importations totales étaient évaluées à plus de 70 milliards de dollars l'année dernière. Environ trois milliards de ces importations provenaient du Canada. Les pays membres de la CEE ont pris l'année passée 17 % de nos exportations totales, faisant sans conteste de la CEE notre second partenaire commercial. Toutefois malgré son importance manifeste, ce n'est pas un marché où le Canada a fait d'aussi bonnes affaires qu'il aurait dû. Notre part du marché a en réalité diminué et nos exportations sont demeurées dominées par les matières premières. Nous avons été moins heureux dans le cas de nos produits manufacturés. On ne sait pas trop bien pourquoi il en est ainsi. Une partie de la réponse serait à trouver dans la structure industrielle, dans les habitudes industrielles et dans la politique industrielle du Canada. Les dégrèvements annoncés par le ministre des Finances pourraient évidemment contribuer à la solution de ce genre de problème.